

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



MAI 1962

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

I-22/27 P (ESP)
(F) 3

ESPAGNE

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	504,7	Villes principales (1960)	(milliers d'habitants)
Superficie agricole (milliers de km ²)	209,0	Madrid	1.986
		Barcelone	1.516
		Valence	575
		Séville	454

POPULATION

Population (1960) (milliers)	30.128		(milliers)
Densité au km ² (1960)	60	Main-d'œuvre (1957)	11.700
Accroissement naturel net (moyenne 1955-1959) (milliers)	352	dont :	
Taux d'accroissement naturel net par 1.000 h. (moyenne 1955-1959)	12,0	Agriculture	5.200
		Industrie	2.600
		Services	3.900

PRODUCTION

Produit national brut en 1958 (millions de pesetas)	549.247	Origine du Produit intérieur Brut au coût des facteurs en 1960 :	
Produit national brut par habitant en 1958 (\$ des États-Unis)	300	Agriculture	27 %
Part de la production nationale dans les disponibilités en produits alimentaires	95 %	Industrie et construction	31 %
		Autres	42 %

L'ÉTAT

Consommation publique en 1958 (en % du P.N.B.)	9	Recettes courantes de l'État en 1958 (en % du P.N.B.)	15
Investissements publics en 1958 (en % des investissements totaux)	17	Dettes publiques internes (en % des recettes courantes de l'administration centrale)	193

NIVEAU DE VIE

Consommation d'énergie par habitant (moyenne O.E.C.E. = 100) en 1959	36	Nombre de récepteurs de radio par 1.000 hab. en 1958	83
Consommation d'acier par habitant (moyenne O.E.C.E. = 100) en 1959	29	Nombre de voitures par 1.000 hab. en 1957	6
		Nombre de téléphones par 1.000 hab. en 1959	54
		Pourcentage d'analphabètes en 1950	14

COMMERCE EXTÉRIEUR

EXPORTATIONS :		IMPORTATIONS :	
Exportations de biens et services y compris les revenus en provenance du reste du monde, en % du P.N.B., en 1958	6	Importations de biens et services y compris les revenus versés au reste du monde, en % du P.N.B., en 1958	8
Exportations en 1961 (en % des exportations totales) :		Importations en 1961 (en % des importations totales) :	
Produits alimentaires	44	Produits alimentaires	17
Matières premières	24	Matières premières	40
Produits manufacturés	31	Produits manufacturés	43

LA MONNAIE

Unité monétaire : la peseta.

Unité monétaire par dollar des États-Unis : 60.

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

ESPAGNE

1962

PUBLIE PAR

L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
2, RUE ANDRE PASCAL - PARIS 16^e

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les Membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en mai 1962

Il a été diffusé au sein de l'O.C.D.E.
sous la cote EDR (62)11

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
I. LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE	6
La demande et la production globale	6
Agriculture	7
Industrie et construction	7
Emploi	9
Salaires	12
Prix	12
Monnaie et crédit	12
Finances publiques	16
Balance des paiements	18
Commerce extérieur	18
Services et transferts privés	19
Mouvements de capitaux et des réserves	23
II. EVOLUTION RECENTE DE LA POLITIQUE	23
Politique à court terme	23
Plans et politique à long terme	26
Statistiques économiques	27
III. QUELQUES PROBLEMES ECONOMIQUES A LONG TERME	28
Rétrospective	29
La situation actuelle	30
La gamme des problèmes qui se posent	31
Les échanges et les paiements extérieurs	32
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	34
ANNEXE STATISTIQUE	39

PAGE BLANCHE

ESPAGNE

1. Les mesures de stabilisation prises pendant l'été de 1959 ont été suivies d'une période de stagnation de la demande et de la production en 1960. La reprise pendant l'année suivante a été très lente et ce n'est que dans les derniers mois de l'année qu'elle s'est accélérée. Au début de 1962, on pouvait s'attendre à une nouvelle hausse appréciable de la demande intérieure, qui serait due à un accroissement notable des dépenses publiques ainsi qu'à une augmentation probable de la demande du secteur privé. A condition que les pouvoirs publics prennent des mesures appropriées en temps utile, cette évolution ne devrait pas compromettre la stabilité financière intérieure, qui a pu être maintenue jusqu'à présent. D'importantes marges subsistent. En effet, la balance des paiements continue d'être excédentaire bien que les exportations soient restées à peu près stables, tandis que les importations augmentaient sensiblement, et les réserves de change s'établissent à un niveau particulièrement élevé puisqu'elles représentent environ neuf mois d'importations.

2. Outre la nécessité qui s'impose dans l'immédiat d'allier un niveau élevé d'activité économique au maintien de la stabilité financière, il se pose aux pouvoirs publics espagnols quelques problèmes fondamentaux de politique économique. Après avoir pris, en 1959, la décision capitale de donner un rôle prépondérant aux forces du marché intérieur et international, le gouvernement a appliqué d'importantes mesures concrètes dans certains domaines par exemple, la libération des importations, mais dans quelques autres domaines les réformes correspondant à la nouvelle orientation générale de la politique n'ont pas encore été appliquées. En février 1962, le gouvernement a demandé l'ouverture de négociations visant à associer l'Espagne à la Communauté Economique Européenne, puis à en devenir membre de plein exercice. Cette importante décision, qui est l'aboutissement logique de la politique inaugurée par le Programme de Stabilisation, ouvre à l'Espagne de larges perspectives de progrès économique; toutefois, elle exige aussi que le gouvernement espagnol prenne rapidement des mesures pour remédier à un certain nombre d'anomalies structurelles de l'économie nationale et stimuler l'industrialisation. Les répercussions qu'entraînera l'intégration aux grands marchés européens devront être prises pleinement en considération tant

dans l'établissement du plan de développement à long terme qui doit commencer maintenant, que dans l'élaboration de la politique nationale concernant d'autres domaines.

I. LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE

La demande et la production globale

3. La reprise de la demande amorcée à l'automne de 1960 s'est consolidée en 1961. Alors que la demande extérieure avait constitué le facteur essentiel du maintien du niveau d'activité économique en 1960, c'est la reprise progressive de la demande intérieure qui a caractérisé l'année 1961. Le processus d'expansion a débuté par une remontée du niveau des stocks qui avait sensiblement fléchi à la suite des mesures de stabilisation prises en juillet 1959. Par la suite, les investissements fixes semblent avoir fortement augmenté. Les preuves les plus significatives de cette reprise des investissements fixes et des stocks sont l'évolution des importations, qui ont continué à augmenter depuis septembre 1960, et la demande très forte de crédit. Il est vrai que la hausse des importations est liée en partie aux achats de produits agricoles destinés à combler le déficit de la production intérieure, mais l'accroissement des importations de matières premières et de biens d'équipement a aussi été important. De même que les importations, la demande de crédits jouit d'un dynamisme accru depuis la fin de 1960. La consommation privée a été le second facteur de l'expansion. L'augmentation des heures travaillées et quelques augmentations partielles des salaires ont concouru à la hausse des revenus des travailleurs. En outre, l'envoi, par les ouvriers espagnols travaillant à l'étranger, d'une partie de leur salaire a dû aider aussi de manière appréciable à l'accroissement de la demande intérieure. Finalement, les conséquences de la mauvaise récolte de céréales ont été compensées par la hausse du prix du blé et par les résultats plus satisfaisants des autres cultures, si bien que les revenus agricoles ont quelque peu progressé entre 1960 et 1961. La hausse des dépenses publiques (non compris le financement des établissements de crédit) n'a représenté qu'une faible part de l'accroissement des dépenses globales en 1961, et leur répartition au cours de l'année a beaucoup réduit leur effet expansionniste; elles ont été concentrées, dans une forte proportion, sur les derniers mois, de sorte que, pendant une grande partie de l'année le secteur public n'a pas coopéré à l'expansion. La demande extérieure de biens et services, qui représente déjà une fraction appréciable de la demande globale, a très peu progressé en 1961 à cause de la stagnation des exportations. L'accroissement de la demande globale a été absorbé en partie par les importations, si bien que la production intérieure en biens et services n'a probablement augmenté que de 3 à 4% en volume, ce qui, compte tenu de la récession de 1960, ne représente pas un progrès sensible par rapport au niveau de

1959. Le taux d'expansion modéré de la production globale en 1961 était dû en partie non seulement à une campagne agricole pas très favorable, mais aussi à la récupération plutôt lente de la production industrielle; ceci doit être lié d'abord au fait que la demande interne a atteint un niveau élevé seulement vers la fin de l'année, et également à certaines rigidités structurelles et institutionnelles qui ont limité l'élasticité de la production industrielle.

Agriculture

4. La mauvaise récolte de blé pour la seconde année consécutive a limité à 4,9% en 1961 l'accroissement de la production agricole totale, qui avait fléchi de 1,3% en 1960. La production de blé n'a été que de 3,4 millions de tonnes l'année dernière contre 3,5 millions de tonnes en 1960 et 4,5 millions de tonnes en 1959. La production de riz et d'olives a également fléchi. Pour les autres produits agricoles on a enregistré des progrès appréciables, notamment pour le coton, la betterave et la pomme de terre. Les fruits destinés à l'exportation sont aussi en hausse sensible, en particulier les oranges. La production du lait a augmenté de 7,8% en 1961 mais la production de la viande ne s'est accrue que de 2,8%. Les prix agricoles ayant augmenté, l'accroissement de la valeur courante de la production agricole globale en 1961 est estimé par le ministère de l'Agriculture à 8,2%.

Industrie et construction

5. L'état actuel des statistiques industrielles rend difficile l'évaluation du développement de la production. D'après le ministère de l'Industrie, la valeur à prix constant de la production industrielle n'aurait augmenté que de 5,6% en 1961, ce qui représenterait un accroissement de seulement 2,5% par rapport à 1959. Or les séries physiques des principaux produits industriels et les indices de production par secteur industriel élaborés par l'Organisation syndicale semblent indiquer qu'en 1961 l'évolution de la production a été plus favorable. Toutefois, ces derniers indices montrent que quelques secteurs industriels, notamment l'industrie mécanique, avaient encore en 1961 un niveau de production inférieur à celui de 1958. La sidérurgie, les industries mécaniques, minières et du ciment ont bénéficié d'un taux d'expansion relativement important en 1961. Parmi les industries dont la production a subi une augmentation spectaculaire, on peut signaler l'acier et les automobiles dont les progrès ont été respectivement de 21% et 30%. La production d'électricité était en hausse de 11,6% en 1961 contre 6,4% en moyenne en 1959 et 1960 et 12,3% en 1958. Des hausses notables ont eu lieu aussi dans la production d'appareils électroménagers. Les chantiers navals ont obtenu quelques commandes étrangères importantes qui leur ont assuré un niveau d'activité élevé. La production textile s'est élevée de 9%. Malgré des progrès pour

Tableau 1. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
(1958=100)

	MOYENNE MENSUELLE		
	1959	1960	1961
1. Alimentation	108,1	116,2	117,5
2. Boissons	100,8	103,0	121,2
3. Tabac	99,2	102,9	107,3
4. Bois et liège	89,2	86,0	101,5
5. Pâtes et papier	101,6	107,8	114,0
6. Cuirs et chaussures	94,8	101,0	104,5
7. Textiles	94,7	99,1	108,2
8. Charbonnages	91,5	91,0	93,1
9. Mines	98,2	99,2	119,9
10. Métallurgie	117,6	113,4	127,6
11. Mécanique	85,6	75,9	91,0
12. Matériel de transport	115,5	128,9	164,7
13. Produits chimiques	109,4	118,0	123,3
14. Dérivés du pétrole et du charbon	105,0	107,9	109,1
15. Ciment	108,8	108,3	123,1
16. Verre, argile, etc.	90,6	95,5	97,7
17. Electricité	108,9	117,7	130,4

SOURCE : Service syndical de Statistique.

quelques produits, notamment les engrais azotés, la production chimique n'a augmenté que de 4 %.

6. Le niveau d'activité dans la construction de logements semble avoir été plus élevé en 1961 que l'année précédente, tout en restant en dessous du niveau record atteint en 1958 (année où la spéculation immobilière avait été à l'origine d'une activité exceptionnelle de la construction). Les crédits budgétaires pour le logement (qui financent environ 30 % de la construction de logements) ont augmenté de 773 millions de pesetas en 1961 (+ 12%), mais l'accroissement des dépenses effectives a été minime. Le rythme des travaux publics a probablement été plus intense en 1961 que l'année précédente, notamment dans la construction et l'aménagement des routes.

Emploi

7. Malgré l'augmentation de la production, l'indice de l'emploi industriel est resté stable en 1961 et son évolution au cours des derniers mois de l'année n'a pas témoigné d'amélioration de la situation. Par contre, le nombre des heures travaillées par personne pourvue d'un emploi s'est accru dans quelques secteurs industriels. Les progrès de la productivité industrielle ont été très considérables en 1960 et 1961, notamment dans les mines et les industries du ciment, du papier et les industries chimiques. Le nombre des chômeurs inscrits officiellement est passé de 114 000 en moyenne en 1960 à 125 000 en 1961, en partie à cause de l'accroissement du chômage dans l'agriculture. Toutefois, il se peut que l'augmentation du nombre des chômeurs inscrits officiellement exagère l'accroissement réel du chômage en 1961, car l'élargissement des allocations de chômage incite les travailleurs à se faire inscrire. Le nombre moyen des chômeurs ayant bénéficié de l'allocation n'était que de 21 000. L'évolution défavorable du marché du travail a obligé un nombre considérable de travailleurs à chercher un emploi à l'étranger. L'émigration des travailleurs vers l'Allemagne, la Suisse et les Pays-Bas en 1961 est évaluée à 32 000 personnes, l'émigration vers l'Allemagne représentant environ 27 000 personnes contre 11 500 en 1960. D'un autre côté, l'émigration nette vers l'hémisphère occidental est tombée à seulement 10 000 travailleurs à cause du mouvement très important de rentrées des émigrants espagnols. La composition de deux courants d'émigration est très différente; les travailleurs industriels représentent probablement une petite partie des émigrants vers l'Amérique. Il faut signaler que les diverses statistiques de main-d'œuvre dont ces renseignements sont tirés ne paraissent pas fournir un tableau cohérent des tendances de la main-d'œuvre, si l'on tient également compte de l'accroissement de la population active. Toutefois, d'après les données des assurances sociales, une augmentation sensible de l'emploi non agricole a eu lieu l'année dernière. Sur un seul point, les renseignements officiels sont formels, à savoir que le chiffre des chômeurs inscrits est probablement encore bien inférieur au nombre réel de chômeurs.

Tableau 2. INDICE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL
(1958=100)

	EMPLOI		TOTAL DES HEURES TRAVAILLEES	
	1960	1961	1960	1961
1. Alimentation	98	94	96	94
2. Textiles.....	94	92	91	94
3. Cuirs et chaussures.....	92	91	89	89
4. Pâtes et papier	89	89	94	94
5. Charbonnages	91	89	90	87
6. Métallurgie.....	112	112	111	112
7. Mécanique.....	84	83	80	83
8. Chimie.....	103	103	101	107
9. Ciment	88	85	96	88
10. TOTAL (y compris d'autres industries)	94	93	..	..

SOURCE : Service syndical de Statistique et O.C.Y.P.E. pour le total.

Tableau 3. EVOLUTION DU CHOMAGE

Milliers de personnes

	1960	1961	1960				1961				1962
			1er TRIM.	2e TRIM.	3e TRIM.	4e TRIM.	1er TRIM.	2e TRIM.	3e TRIM.	4e TRIM.	
1. Agriculture et pêche	35,0	42,6	34,5	24,4	31,3	49,8	45,7	34,0	37,6	56,2	52,1
2. Construction	28,8	30,3	29,8	29,1	26,3	30,2	35,9	31,8	27,1	26,7	26,7
3. Industries et services	50,6	51,7	47,4	51,1	51,7	52,4	53,6	52,2	50,8	50,3	50,7
4. TOTAL	114,4	124,6	111,7	104,6	109,3	132,4	135,4	118,0	115,5	133,2	129,5

SOURCE : Ministère du Travail.

Tableau 4. INDICE DES SALAIRES DANS L'INDUSTRIE
(1958=100)

	AUX PRIX COURANTS				AUX PRIX DE 1958			
	GAINS HEBDOMADAIRES		MASSE DES SALAIRES		GAINS HEBDOMADAIRES		MASSE DES SALAIRES	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1. Alimentation	108,8	115,0	107,2	108,6	100,2	103,8	98,7	98,0
2. Textiles.....	110,8	123,5	104,5	113,5	102,1	111,4	96,2	102,4
3. Cuirs et chaussures.....	102,8	108,4	94,4	99,1	94,6	97,8	86,9	89,4
4. Pâtes et papier	132,5	159,2	117,7	142,2	117,4	143,6	108,3	128,3
5. Charbonnage.....	113,6	120,8	102,9	107,7	104,6	109,1	94,8	97,2
6. Métallurgie	112,6	121,6	125,7	135,7	83,5	109,6	93,2	122,4
7. Mécanique.....	93,3	101,2	78,1	84,3	85,9	91,2	71,9	76,0
8. Chimie.....	114,5	124,9	117,6	129,2	105,4	112,7	108,3	116,6
9. Ciment	125,7	144,1	110,0	122,7	115,7	130,1	101,3	110,7
10. TOTAL (y compris autres industries) ...	109,0	117,2	102,9	109,6	100,4	105,8	94,8	98,9

SOURCE : Service syndical de Statistique. Pour le total : O.C.Y., P.E.

Salaires

8. Quelques augmentations des salaires ont eu lieu en 1961, principalement au cours du second semestre, dans le cadre des nouveaux contrats collectifs qui intéressaient environ 800 000 travailleurs. Du fait de l'augmentation des heures travaillées et de la hausse des salaires dans plusieurs industries, l'indice des gains hebdomadaires des travailleurs de l'industrie a progressé entre 1960 et 1961 de 7% environ en prix courants et de 5% en termes réels. Celui du coût de la main-d'œuvre par unité de production est tombé de 100,5 en 1960 (1958=100) à 97,0 en 1961. Dans l'agriculture, d'après les estimations officielles, le pourcentage de la masse des salaires par rapport à la valeur nette de la production agricole a légèrement baissé en 1961, en raison probablement du fléchissement de l'emploi pour la moisson des céréales.

Prix

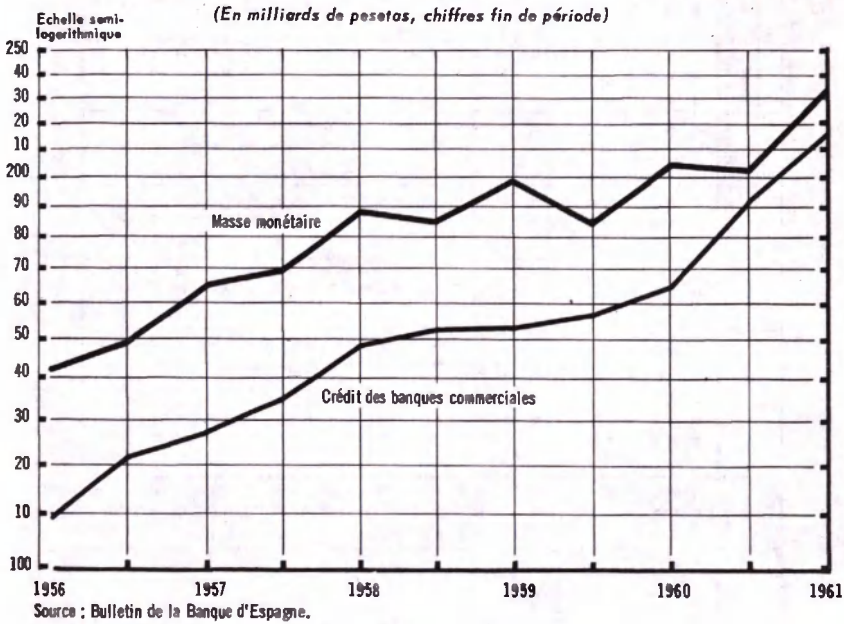
9. Depuis le début de l'été dernier, l'indice des prix de gros a quelque peu monté. En décembre 1961, il est passé à 151,3 (1955=100) contre 147,4 en juin et 147,7 en décembre 1960. La hausse moyenne des prix de gros a été de 2,7% en 1961 contre 2,1% en 1960 et 2,2% en 1959. Ce sont les prix des produits agricoles qui ont été principalement à l'origine du mouvement des prix de gros, ayant progressé de 5,1% en 1961. Le prix du blé a été porté de 5,0 à 5,5 pesetas le kilo au début de la dernière campagne pour limiter les effets de la mauvaise récolte de céréales sur le revenu agricole. Les prix industriels ont augmenté de 1,8% en 1961 et cette hausse paraît excessive pour une année de lent redressement de la production et de baisse importante du coût de la main-d'œuvre. En fait, l'évolution des prix semble être révélatrice de certaines rigidités qui empêchent un développement normal de la production et des prix. L'indice du coût de la vie a un peu baissé pendant presque toute l'année, mais en janvier dernier, il était déjà remonté au niveau de janvier 1961.

Monnaie et Crédit

10. L'expansion de la masse monétaire qui s'était amorcée au second semestre de 1960, s'est poursuivie à un rythme très rapide pendant toute l'année dernière si bien qu'en décembre 1961 le montant de la masse monétaire était supérieur de 14% à celui de décembre 1960. L'accroissement des dépôts à terme a été plus faible qu'en 1960; il faut toutefois tenir compte du fait qu'en 1960 la baisse du taux d'intérêt sur les dépôts à vue avait provoqué un important transfert de fonds des dépôts à vue vers les dépôts à terme. Le taux d'expansion des actifs liquides du secteur privé (dépôts à vue et dépôts à terme) a atteint 16% en 1961. Les besoins accrus de liquidités, conséquence de la reprise de l'activité économique, n'expliquent

que partiellement cette évolution; il semble qu'elle ait été provoquée aussi par les difficultés rencontrées par l'épargne pour trouver des placements adéquats sur le marché des capitaux.

Graphique 1
EVOLUTION DU CREDIT ET DE LA MASSE MONETAIRE



L'expansion des crédits bancaires, dont le montant a augmenté de 24% entre 1960 et 1961, a été le facteur principal de l'accroissement des liquidités du secteur privé; l'essor du crédit s'est même accéléré depuis la fin de l'été dernier. La demande de crédits est liée principalement au financement des stocks (aussi bien de produits étrangers que nationaux); or, on ne saurait expliquer une augmentation si importante de cette demande si une reprise des investissements fixes n'avait eulieu, financée temporairement par le crédit bancaire. Il se pourrait aussi que les retards dans les paiements du Trésor aux fournisseurs du secteur public (qui sont souvent dus au manque de souplesse des méthodes de règlement appliquées par les administrations qui effectuent la dépense) aient eu une influence sur la demande de crédits. L'excédent de la balance des paiements a aussi contribué à l'accroissement des liquidités en 1961, encore que dans une moindre mesure que l'année précédente. Par contre, l'ensemble du secteur public (y compris les institutions officielles de crédit, les organismes autonomes et le Service du blé) a joué un rôle contractionniste pendant

Tableau 5. BILAN CONSOLIDE DU SYSTEME BANCAIRE (BANQUE D'ESPAGNE, BANQUES COMMERCIALES ET CAISSES D'EPARGNE)

(Variations pendant la période considérée; milliards de pesetas)

	1958	1959	1960	1961	1959		1960		1961	
					1er	2e	1er	2e	1er	2e
					SEMESTRE	SEMESTRE	SEMESTRE	SEMESTRE	SEMESTRE	SEMESTRE
MASSE MONETAIRE	+ 23,8	+ 9,2	+ 2,8	+ 24,0	- 4,3	+ 13,5	- 14,6	+ 17,4	- 2,9	+ 26,9
Billets en circulation	+ 8,2	+ 2,8	+ 5,1	+ 8,6	- 1,5	+ 4,3	- 1,1	+ 6,2	-	+ 8,6
Dépôts à vue	+ 17,6	+ 6,4	- 2,3	+ 15,4	- 2,8	+ 9,2	- 13,5	+ 11,2	- 2,9	+ 18,3
MONNAIE SCRIPTURALE	+ 15,7	+ 12,4	+ 49,3	+ 40,6	+ 4,4	+ 8,0	+ 28,3	+ 21,0	+ 17,5	+ 23,1
Dans les banques commerciales	+ 7,1	+ 5,9	+ 35,2	+ 24,2	+ 2,6	+ 3,3	+ 22,4	+ 12,9	+ 11,9	+ 12,2
Dans les caisses d'épargne	+ 8,6	+ 6,5	+ 14,1	+ 16,4	+ 1,8	+ 4,7	+ 5,9	+ 8,1	+ 5,6	+ 10,8
DEPOTS DES IMPORTATEURS	-	+ 2,3	- 2,2	- 0,1	-	+ 2,3	- 1,6	- 0,6	- 0,1	-
TOTAL	+ 39,5	+ 23,9	+ 49,9	+ 64,5	+ 0,1	+ 23,8	+ 12,1	+ 37,8	+ 14,4	+ 50,1
I. SECTEUR EXTERIEUR	- 8,2	+ 9,9	+ 23,8	+ 20,9	- 0,7	+ 10,6	+ 14,9	+ 8,9	+ 10,2	+ 10,7
I.E.M.E.	- 2,2	+ 9,7	+ 25,5	+ 19,4	- 0,1	+ 9,8	+ 14,7	+ 10,8	+ 9,2	+ 10,2
Fonds de contrepartie	- 4,0	+ 0,2	- 1,7	+ 1,5	- 0,6	+ 0,8	+ 0,2	- 1,9	+ 1,0	+ 0,5
II. SECTEUR PUBLIC	+ 15,8	+ 9,8	+ 3,0	+ 0,4	- 1,1	+ 10,9	- 4,6	+ 7,6	- 10,7	+ 11,1
a) Avances de la Banque d'Espagne, nettes	+ 11,0	+ 3,7	- 4,5	- 8,0	- 4,2	+ 7,9	- 7,9	+ 3,4	- 14,7	+ 6,7
A l'administration centrale	+ 0,7	+ 4,7	+ 0,6	- 0,3	- 1,0	+ 5,7	- 2,8	+ 3,4	- 8,9	+ 8,6
Aux organismes publics	+ 7,8	+ 0,5	- 0,1	- 4,5	+ 0,9	- 0,4	- 0,7	+ 0,6	- 2,7	- 1,8
Aux établissements officiels de crédit	+ 0,3	- 0,6	- 0,3	- 3,8	- 0,3	- 0,3	- 0,5	+ 0,2	- 1,0	- 2,8
Au Service national du Blé	+ 2,2	- 0,9	- 4,7	+ 0,6	- 3,8	+ 2,9	- 3,9	- 0,8	- 2,1	+ 2,7
b) Financement de la Dette publique	+ 4,8	+ 6,1	+ 7,5	+ 8,4	+ 3,1	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,2	+ 4,0	+ 4,4
Banque d'Espagne	- 1,8	- 3,4	- 12,3	+ 1,8	+ 2,7	- 6,1	- 8,2	- 4,1	+ 5,8	- 4,0
Banques commerciales	+ 3,4	+ 5,4	+ 11,7	- 2,3	- 0,7	+ 6,1	+ 7,8	+ 3,9	- 5,7	+ 3,4
Caisses d'Epargne	+ 3,2	+ 4,1	+ 8,1	+ 8,9	+ 1,1	+ 3,0	+ 3,7	+ 4,4	+ 3,9	+ 5,0
III. SECTEUR PRIVE	+ 30,9	+ 7,3	+ 25,4	+ 46,0	+ 4,9	+ 2,4	+ 4,4	+ 21,0	+ 16,9	+ 29,1
a) Avances et prêts	+ 27,5	+ 5,8	+ 23,0	+ 44,1	+ 4,5	+ 1,3	+ 3,0	+ 20,0	+ 15,8	+ 28,3
Banque d'Espagne	+ 2,5	- 1,1	- 1,5	- 1,0	- 0,1	- 1,0	- 1,8	+ 0,3	- 1,1	+ 0,1
Banques commerciales	+ 21,4	+ 5,0	+ 22,2	+ 41,7	+ 3,7	+ 1,3	+ 3,6	+ 18,6	+ 15,5	+ 26,2
Caisses d'Epargne	+ 3,6	+ 1,9	+ 2,3	+ 3,4	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,4	+ 2,0
b) Achats nets de valeurs industrielles	+ 3,4	+ 1,5	+ 2,4	+ 1,9	+ 0,4	+ 1,1	+ 1,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,8
Banques commerciales	+ 2,1	+ 2,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5
Caisses d'Epargne	+ 1,3	- 0,7	+ 1,2	+ 0,8	- 0,5	- 0,2	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,3
IV. DIVERS	- 1,1	- 3,1	- 2,2	- 2,9	- 3,1	-	- 2,6	+ 0,4	- 2,0	- 0,9

SOURCE : Banque d'Espagne.

les onze premiers mois de l'année. Le volume considérable des paiements effectués en décembre a cependant équilibré la situation. Toutefois, à la fin de l'année, les avances nettes de la Banque d'Espagne au secteur public avaient diminué de 8 milliards de pesetas par rapport à la fin de 1960 en raison principalement de la réduction de l'endettement net des organismes autonomes et des institutions officielles de crédit.

11. L'essor du crédit et l'absorption des liquidités par le secteur public ont entraîné une baisse importante des liquidités des banques commerciales. En effet, pendant le premier semestre, l'accroissement des avances et du portefeuille industriel de ces banques a été de 16,1 milliards de pesetas contre une augmentation des dépôts de 9 milliards de pesetas seulement. Les banques commerciales ont donc été obligées d'emprunter à la Banque d'Espagne contre la mise en pension de titres de la dette publique. Malgré ceci, le pourcentage de leur encaisse par rapport aux dépôts est tombé de 10,7 % en juin 1960 à 7,8 % en juin et juillet derniers. Il n'est pas surprenant qu'en l'absence de tout système de réserves obligatoires, les banques préfèrent avoir une encaisse plus faible que de perdre l'intérêt des fonds d'Etat mis en pension à la Banque d'Espagne. En juin 1961, le taux d'escompte a été ramené de 5,75 % à 5 % et le taux de réescompte des effets commerciaux de 4,60 à 4 %. Toutefois, le taux pratiqué par la Banque d'Espagne pour des prêts contre nantissement en fonds d'Etat, a été maintenu à 4,50 %. Un des buts visés par les pouvoirs publics était d'encourager le développement des opérations de réescompte, mais ces opérations sont restées peu importantes pendant toute l'année. A la fin de l'année, l'augmentation des dépôts qui avait suivi l'accélération des paiements du Trésor a permis aux banques commerciales de réduire le recours à la Banque d'Espagne et d'augmenter leur encaisse qui atteignait 10,9 % en décembre 1961.

12. Les émissions publiques ont considérablement progressé en 1961, les augmentations les plus importantes ayant eu lieu dans les émissions des "titres d'investissement" et les émissions de l'I.N.I. (Institut National de l'Industrie). Malgré cette augmentation, le volume des émissions publiques n'a pas été suffisant pour satisfaire la demande. Les caisses d'épargne, qui ont absorbé 60 % des émissions publiques, étant tenues par la loi d'acheter des fonds d'Etat à concurrence de 65 % de l'augmentation de leurs dépôts, ont été obligées d'augmenter leurs disponibilités liquides de 3,5 milliards de pesetas. Les émissions privées ont aussi augmenté en 1961, dépassant légèrement le niveau record de 1957. La reprise de la bourse a été très importante: en décembre dernier, l'indice des cours des valeurs mobilières s'établissait à 139,2 (1953=100) contre 107,6 en décembre 1960. Les achats de titres par des étrangers dont le montant total a été estimé à 1,7 milliard de pesetas en 1961, a sans doute contribué à la hausse de la

bourse. Or, d'après les indices des transactions boursières et le volume des émissions privées, la demande du secteur privé reste assez faible.

Finances publiques

13. L'effet expansionniste des finances publiques en 1961 a été moins fort qu'on ne l'avait prévu au moment de l'élaboration du budget. Le déficit global (dépenses totales moins recettes budgétaires) avait été évalué, à cette époque-là, à 17,7 milliards de pesetas or, l'accroissement très fort des recettes budgétaires l'a ramené à 14,8 milliards de pesetas seulement malgré l'augmentation, décidée au cours de l'année, des dépenses budgétaires et extrabudgétaires, notamment le relèvement du financement des établissements officiels de crédit. L'accroissement de 16 % du rendement des impôts en 1961 a été dû principalement aux impôts indirects; en effet, les recettes de ces impôts ont augmenté de 7,7 milliards de pesetas dont 3,9 milliards au titre des droits de douane et des taxes compensatoires. En 1961, les impôts indirects ont représenté 59% des recettes budgétaires. Au chapitre des dépenses, ce sont les dépenses budgétaires courantes qui ont le plus augmenté, les dépenses d'investissement ayant légèrement diminué. Les fonds pour le financement des établissements officiels de crédit et les dépenses financées par l'aide américaine (principalement les dépenses d'investissement) ont été sensiblement accrus. Les chiffres globaux annuels ne sont cependant pas représentatifs du rôle joué par le secteur public au cours de l'année. Tout d'abord, les dépenses totales de 1961 ont été effectuées pour un quart (24,4 milliards de pesetas) en décembre en même temps que les recettes budgétaires encaissées ce mois-là se sont montées à seulement 9,0 milliards de pesetas. Deuxièmement, une partie des fonds versés par le Trésor aux établissements officiels de crédit n'a pas été utilisée par eux; en effet, leurs comptes courants à la Banque d'Espagne ont augmenté de 3,1 milliards de pesetas en 1961.

14. Le budget de 1962 est nettement expansionniste. L'accroissement des dépenses totales par rapport aux résultats de l'année dernière, soit 15 milliards de pesetas (18,5 milliards par rapport aux prévisions de 1961) ne sera couvert qu'à concurrence de 5,8 milliards de pesetas par l'augmentation des recettes budgétaires (comparées aux prévisions initiales de 1961, les recettes budgétaires augmenteront de 12,2 milliards de pesetas). Le recours au marché des capitaux et le tirage sur des fonds de contrepartie de l'aide américaine se monteront donc respectivement à 18 milliards et 6 milliards de pesetas en 1962, contre 14,2 milliards et 4,8 milliards de pesetas en 1961. Toutefois, il se pourrait que l'augmentation de 7 % du rendement des impôts prévue pour 1962 soit dépassée dans la réalité, malgré les réductions d'impôts adoptées en décembre dernier (notamment le relèvement de 10 000 à 25 000 pesetas par an de l'abattement

Tableau 6. FINANCES PUBLIQUES

	Milliards de pesetas						
	1955	1959	1960	1961 (PREVISIONS)	1961	1962 (PREVISIONS)	1962 1er TRIMESTRE
RECETTES :							
1. Recettes budgétaires	55,7	63,2	72,7	74,7	81,1	86,9	21,8
dont :							
2. Impôts directs	20,9	21,8	23,5	20,8	25,9	28,8	
3. Impôts indirects	30,4	33,5	40,1	38,8	47,8	48,9	
4. Fonds de contrepartie de l'aide américaine	1,2	3,8	2,5	5,0	4,8	6,0	1,3
5. RECETTES TOTALES	56,9	67,0	75,2	79,7	85,9	82,9	23,1
DEPENSES :							
6. Dépenses budgétaires courantes .....	..	42,1	48,8	54,3	56,4	65,4	
dont :							
7. Défense	11,0	11,1	13,3	13,6	13,9	17,5	
8. Dépenses budgétaires d'investissements ¹⁾	17,6	18,3	18,2	17,5	21,3	
8. Dépenses budgétaires totales (6 + 8)	54,1	59,7	67,1	72,5	73,9	86,7	16,5
10. Solde du budget courant (1 - 6) .....	..	+ 21,1	+ 23,9	+ 20,4	+ 24,7	+ 21,5	
11. Solde du budget total (1 - 9)	+ 1,6	+ 3,5	+ 5,6	+ 2,2	+ 7,2	+ 0,2	+ 5,3
12. Dépenses financées sur les fonds de contrepartie de l'aide américaine	1,2	3,8	2,5	4,0	4,1	5,0	
13. Institut National de l'Industrie (I.N.I.)	7,8	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	
14. Etablissements officiels de crédit	6,1	5,3	7,7	7,5	10,3	10,8	
15. Divers ²⁾	4,8	1,5	1,6	1,3	0,5	1,3	
16. TOTAL DES DEPENSES	74,0	77,4	86,0	92,4	95,9	110,9	18,6
17. SOLDE GLOBAL (5 - 16)	- 17,1	- 10,4	- 10,8	- 12,7	- 10,0	- 18,0	+ 4,5
financé par :							
18. la Dette publique	8,1	7,9	11,1	12,7	14,2	18,0	0,3
19. la Banque d'Espagne	9,0	2,5	- 0,3	-	- 4,2	-	- 4,8

1) Investissements civils.

2) Pour 1955 seulement, y compris les fonds versés aux chemins de fer et au logement.

SOURCE : Informations fournies par les autorités espagnoles.

à la base pour l'impôt sur les salaires). L'accroissement des dépenses budgétaires sera absorbé à concurrence de 25 % par les ministères de la Défense et de l'Intérieur; les dépenses consacrées aux travaux publics, aux retraites et à l'enseignement augmenteront aussi substantiellement. Les nouvelles dépenses d'investissements civils prévues pour 1962 représentent 30 % de l'accroissement des dépenses budgétaires.

Balance des paiements

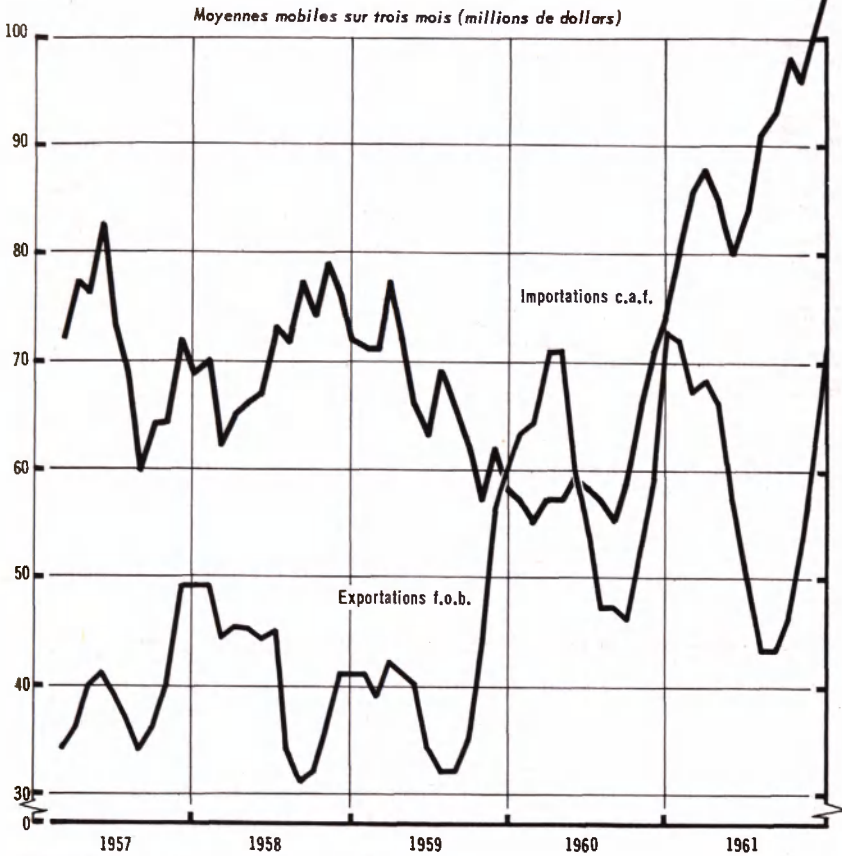
15. L'accroissement des recettes invisibles et des entrées de capitaux privés à long terme a compensé dans une large partie la détérioration de la balance commerciale, d'environ 330 millions pour 1961. L'excédent global de la balance des paiements s'est monté à 370 millions de dollars l'année dernière, contre 460 millions de dollars en 1960. Le développement rapide des importations doit être attribué en grande partie aux achats très considérables de produits agricoles effectués à l'étranger pour compenser l'insuffisance des récoltes et à la reprise de la demande intérieure. Les perspectives de la balance des paiements pour 1962 sont nettement favorables. Même si on envisage une stagnation ou une légère baisse des exportations en 1962 (hypothèse des plus improbables, sauf dans le cas d'une récolte très mauvaise) et une augmentation considérable des importations, la balance des paiements se soldera probablement encore en 1962 par un excédent.

Commerce extérieur

16. Les importations ont progressé très rapidement en valeur depuis l'automne 1960. La moyenne mensuelle en 1961 s'est établie (sur la base des chiffres des douanes) à \$91 millions contre \$60 millions en 1960. L'accroissement en volume a été probablement plus fort compte tenu de la tendance à la baisse marquée par les prix moyens à l'importation au premier semestre de l'année dernière. Plus d'un tiers de la hausse des importations entre 1960 et 1961 a été provoqué par des achats de produits alimentaires; l'augmentation des importations de coton et des biens d'équipement a représenté chacune environ 13% des nouvelles importations; le matériel de transport (principalement des automobiles) et les produits chimiques ont aussi sensiblement progressé.

17. L'essor des exportations qui s'était amorcé à la suite de la mise en œuvre du Programme de Stabilisation n'a pas continué en 1961 : le niveau mensuel des exportations pendant l'année dernière (59 millions de dollars) a été légèrement inférieur à celui de 1960. Quelques postes parmi lesquels les biens d'équipement, ont noté des augmentations l'année dernière mais les

Graphique 2
COMMERCE EXTERIEUR



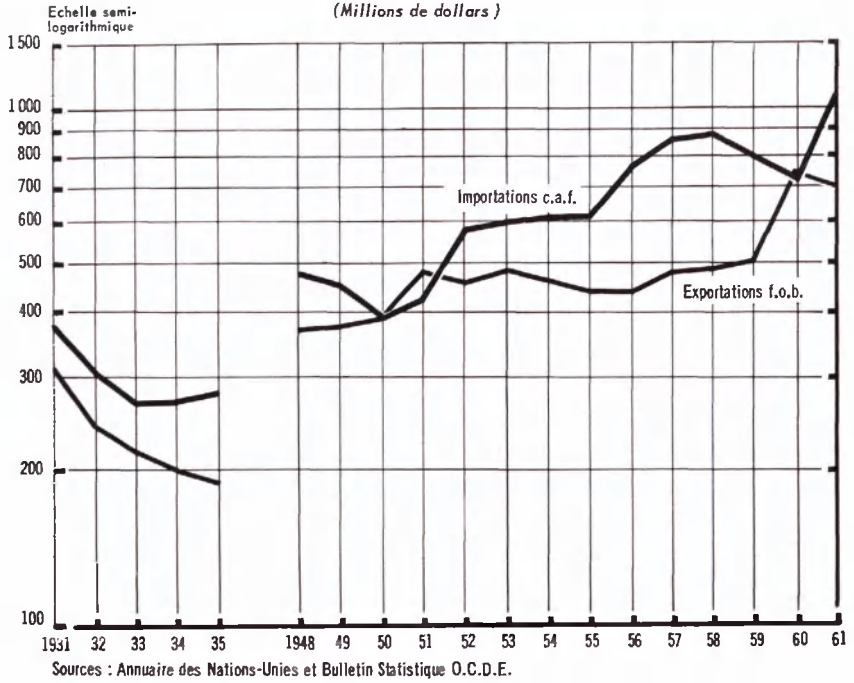
Source : Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

exportations de produits sidérurgiques et de minerais ont subi des baisses importantes à cause de la contraction de la demande extérieure et de la reprise de l'activité intérieure. Les exportations d'huile d'olive ont été aussi plus faibles qu'en 1960. Le volume des exportations d'agrumes pendant les mois d'octobre à décembre 1961 a dépassé de 17% celui de la période correspondante de l'année précédente. L'évolution des prix moyens à l'exportation durant les trois premiers trimestres de 1961 a été très défavorable, ce qui a provoqué une détérioration des termes de l'échange.

Services et transferts privés

18. Les recettes nettes du tourisme ont augmenté de 84 millions de dollars en 1961. Les dépenses de tourisme des résidents,

Graphique 3
COMMERCE EXTERIEUR
(Millions de dollars)



Graphique 4
EVOLUTION DES RESERVES
(En millions de dollars, chiffres fin de période)

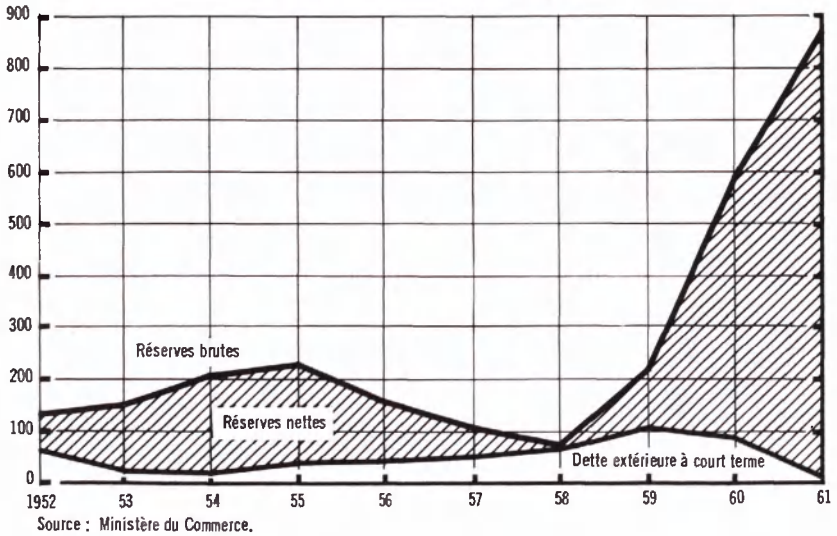


Tableau 7. BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dollars

	1959	1960	1961
1. Importations (f.o.b.)	758,5	688,1	1 037,9
2. Exportations (f.o.b.)	523,3	745,2	759,2
3. BALANCE COMMERCIALE	- 235,3	+ 57,1	- 278,7
4. Voyages à l'étranger	138,4	246,5	330,5
5. Autres services	- 4,3	- 0,4	5,1
6. Transferts privés	39,6	57,6	118,0
7. BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	- 61,5	+ 360,8	+ 174,9
8. Capitaux privés à long terme	43,8	106,5	191,2
9. Capitaux et transferts publics à long terme	87,3	52,1	67,5
10. Balance des mouvements de capitaux à long terme et des transferts publics	+ 130,9	+ 158,6	+ 258,7
11. BALANCE DE BASE	+ 69,4	+ 519,4	+ 433,6
12. Erreurs et omissions	+ 0,3	- 59,6	- 62,7
13. Mouvements monétaires	- 69,7	- 459,8	- 370,9
dont :			
14. Opérations avec le F.M.I. et le F.E.	+ 74,0	- 12,5	- 74,0
15. Variations des réserves (augmentation = -) ¹⁾	- 145,9	- 341,3	- 323,1
16. Variations du compte en pesetas du Gouvernement américain à la Banque d'Espagne	+ 13,0	+ 11,0	- 26,7
17. Autres	- 10,8	- 117,0	+ 52,9 ²⁾

1) Or et devises convertibles.

2) Y compris 22,3 millions de pesetas en comptes convertibles.

SOURCE : Ministère du Commerce.

Tableau 8. COMMERCE EXTERIEUR

Millions de dollars

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1960	1961	1960	1961
1. Produits agricoles et alimentaires	110	246	394	391
2. Minerais	26	19	31	21
3. Produits pétroliers	150	178	44	42
4. Produits chimiques	101	135	37	35
5. Pâtes à papier et papier	23	29	14	19
6. Coton, textiles et vêtements	41	89	57	58
7. Métaux et produits métallurgiques	63	84	91	58
8. Machines et appareils	120	167	10	22
9. Matériel de transport	42	73	4	4
10. Autres.....	45	72	42	60
11. TOTAL.....	721	1 092	726	710

SOURCE : "Estadística del Comercio Exterior de España".

bien qu'encore très modestes, ont doublé par rapport à 1960. Le nombre des touristes entrés en Espagne en 1961 a dépassé de 26,9% celui des entrées de 1960. L'émigration des travailleurs vers les autres pays Membres, notamment vers la France, l'Allemagne et la Suisse, a entraîné un relèvement de 60 millions de dollars des transferts privés.

Mouvements de capitaux et des réserves

19. Les rentrées nettes de capital privé ont augmenté considérablement l'année dernière : de \$ 106 millions elles sont passées à \$ 191 millions. Une partie de la hausse était due aux prêts de l'Eximbank et du Fonds de Prêts pour le Développement qui se sont montés à \$ 41 millions (sur une base nette) contre \$ 24 millions en 1960. Les nouveaux crédits commerciaux* ont dépassé les remboursements en 1961 de \$ 29 millions, tandis qu'au cours des deux années précédentes il y avait eu une légère sortie nette dans ce poste. Les investissements directs enregistrés sont restés presque stables au niveau de \$ 37 millions. Finalement, les achats de titres en bourse par des capitaux placés à l'étranger sont estimés à \$ 30 millions. Bien que les nouvelles appropriations de crédits effectuées en 1961 par les Etats-Unis dans le cadre de la loi d'aide économique et de la loi des excédents agricoles aient été considérablement diminuées, les importations financées par ces crédits sont restées au niveau de 1960 (\$ 97 millions).

20. Les avoirs en or et en devises convertibles ont progressé de 322 millions de dollars et ils atteignaient 863 millions de dollars à la fin de l'année. De plus, l'Espagne a versé, durant le premier semestre 1961, 74 millions de dollars au Fonds Monétaire International et au Fonds Européen pour rembourser intégralement les tirages effectués dans le cadre du Programme de Stabilisation. Les autorités ont essayé de réduire au maximum le solde positif des comptes bilatéraux qui est passé de 49 millions de dollars en décembre 1960 à 6 millions en décembre dernier. D'un autre côté, les engagements à court terme ont baissé de 12 millions de dollars en 1961. Finalement, le solde en pesetas du compte du gouvernement des Etats-Unis à la Banque d'Espagne (auquel est versée la contrepartie en pesetas de la valeur des importations financées par l'aide américaine) est tombé à 27 millions de dollars.

II. EVOLUTION RECENTE DE LA POLITIQUE

Politique à court terme

21. Les autorités espagnoles ont continué, en 1961, de chercher à assurer une reprise satisfaisante de l'activité économique. Les mesures prises dans le domaine du crédit (par

* Ce poste comprend tous les crédits commerciaux, tant à court terme qu'à long terme; une estimation indépendante des derniers n'est pas disponible.

exemple la réduction du taux d'escompte) et les directives qui semblent avoir été données aux banques commerciales ont certainement contribué à l'accroissement sensible des crédits bancaires. Néanmoins, ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 13 ci-dessus, le secteur public n'a constitué un facteur d'expansion notable qu'au cours du dernier mois de l'année. En effet, les dépenses budgétaires ont comme d'habitude été groupées sur une courte période (les autorités espèrent à l'avenir éviter cette concentration en prenant de nouvelles dispositions) et les crédits votés n'ont été effectivement utilisés qu'avec beaucoup de retard; d'autre part, les recettes ont été bien supérieures aux chiffres prévus au budget. En conséquence, les autorités n'ont réussi qu'en partie à stimuler en 1960 et 1961 la demande intérieure par les dépenses publiques comme elles avaient fort judicieusement décidé de le faire et elles n'obtiendront des résultats importants que dans le cadre du budget de 1962, c'est-à-dire à une époque où la demande privée sera probablement aussi plus active.

22. Pour faire face à un excès éventuel de la demande, les autorités disposent de divers moyens d'action, par exemple, du décret de décembre 1960 qui habilite le ministre des Finances à imposer aux banques commerciales les constitutions de dépôts auprès de la Banque d'Espagne. Elles pourront toutefois élaborer de nouvelles dispositions dans le cadre de la loi de "réforme bancaire" qui a été récemment approuvée par les Cortès. Cette loi stipule, entre autres dispositions, que la Banque d'Espagne sera nationalisée et exercera éventuellement son autorité sur l'Office des Changes (I.E.M.E.) qui dépend actuellement du ministère du Commerce. En matière de contrôle de la monnaie et du crédit, la loi n'énonce que des objectifs et des principes généraux. Il faut espérer que, lorsque ces principes auront été transposés dans les faits par la création d'instruments pratiques de politique, les autorités monétaires disposeront des pouvoirs nécessaires pour contrôler les liquidités des banques. Il serait indispensable qu'elles soient en mesure de modifier les taux d'intérêt (y compris les taux des emprunts gagés sur des titres et les taux des émissions de titres publics) et soient prêtes à avoir recours à cette arme le cas échéant.

23. D'autres moyens sont disponibles pour faire face au problème de la hausse des coûts et des prix qui peut apparaître avant que la capacité de production du pays soit pleinement utilisée. Parmi les mesures nouvelles qui ont été prises récemment, les seules qui aient eu une incidence favorable sur les coûts et les prix ont été les levées successives des restrictions quantitatives sur les importations du secteur privé. D'après les statistiques concernant les licences et les déclarations d'importations pour 1961, les importations libérées représentent 43 %, les importations sous contingents globaux 19 %, les échanges bilatéraux 18 % et le commerce d'Etat 20 % de la valeur totale des importations. Après la publication, au début de l'année, de la sixième liste de libération, la proportion des importations libérées devrait être, sur cette base, de

l'ordre de 50 %. Ainsi, indépendamment du commerce d'Etat, la possibilité d'étendre encore la libération est encore importante. En revanche, les autorités n'ont pas abaissé sensiblement les droits de douane actuellement très élevés ni les droits d'entrée additionnels en vigueur.

24. Au cours de l'année dernière, rien de décisif n'a été fait pour hâter la suppression, dont le principe avait été posé en 1959, du vaste réseau des contrôles directs des investissements dans l'industrie, de l'emploi, etc. Certes, les diverses autorisations demandées ont souvent été accordées dans un esprit bien plus libéral et il est vraisemblable que les règlements en vigueur ne sont pas rigoureusement appliqués* dans certains cas. Néanmoins, l'élimination complète de contrôles administratifs trop étroits qui bien souvent subsistent alors que les causes de leur instauration ont disparu, renforcerait très probablement la faculté d'adaptation de l'industrie et aurait des effets salutaires sur les coûts et les prix.

25. Une nouvelle loi a été adoptée l'été dernier en vue d'étendre le régime actuel des allocations de chômage à d'importantes catégories de travailleurs de l'industrie qui n'en bénéficiaient pas encore. Cet élargissement du régime ne doit cependant être appliqué qu'en avril 1962. Il convient de signaler, entre autres mesures de politique économique intérieure, une loi votée en décembre dernier, qui prévoit la réévaluation des actifs des sociétés; cet aménagement, qui s'impose après l'inflation considérable de la dernière décennie, devrait permettre de calculer désormais les provisions pour amortissements, bénéfiques, etc. dans des conditions correspondant à la réalité.

26. Quant à la politique suivie à l'égard du commerce et des paiements extérieurs, il faut rappeler que, à part la libération progressive des importations, la convertibilité externe de la peseta a été rétablie en juillet 1961. L'année dernière, les transactions invisibles et les transferts relatifs à ces opérations ont été libérés dans une proportion comparable à celle de la majorité des pays Membres. En 1962, deux décrets-lois ont institué la pleine transférabilité des dividendes, des plus-values et du capital investi, pour les investissements étrangers directs et de portefeuille effectués depuis juillet 1959. Avec ces mesures, toutes les limitations aux importations de capitaux ont été supprimées, à l'exception des autorisations préalables quand les investissements représentent plus de 50 % du capital des compagnies espagnoles. Mais dans bien des cas, les contrôles généraux constituent des obstacles pratiquement

* Par exemple, pour tous les investissements industriels d'une valeur supérieure à deux millions de pesetas (soit 33 000 dollars) une autorisation préalable est nécessaire mais la loi assujettit aussi à autorisation tous les investissements, même d'un très faible montant, qui comportent l'importation de matières premières ou d'équipement. En réalité, il est douteux que des demandes soient présentées lorsqu'il s'agit de très petites sommes.

tout aussi importants aux investissements de toute nature que les contrôles visant spécifiquement les capitaux étrangers.

Plans et politique à long terme

27. Pendant la période considérée, les pouvoirs publics ont pris certaines dispositions pour préparer le règlement de divers problèmes économiques fondamentaux à long terme. Ils ont tout d'abord annoncé leur intention de commencer l'application des mesures pour modifier la structure des exploitations agraires, mais n'ont pas jusqu'ici rendu publics les plans relatifs à cet aspect fondamental de la structure économique de l'Espagne, à l'exception d'une loi empêchant un morcellement ultérieur par héritage des petites exploitations.

28. Le problème des crédits à moyen et long terme et celui de la structure des institutions financières sont traités dans la loi de "réforme bancaire" mentionnée plus haut. Ce texte prévoit en effet la réorganisation des établissements officiels de crédit*. Un Institut central de Crédit à moyen et long terme, qui remplacera le Comité qui porte actuellement le même titre, sera chargé de coordonner les activités de ces établissements et de répartir entre eux les fonds provenant des avances du Trésor ou des émissions de bons publics d'investissement. Les Caisses d'épargne seront autorisées à accroître leurs prêts aux agriculteurs et aux petites entreprises (en vertu des obligations mentionnées au paragraphe 12, et comme il n'y a pas eu récemment d'émission d'emprunts de l'Etat, elles prêtent actuellement l'essentiel de leurs ressources aux entreprises d'Etat relevant de l'I.N.I.). On envisage l'adoption de diverses mesures en vue de modifier le système actuel qui fait une place prépondérante aux banques mixtes et de faire des banques de dépôts une catégorie distincte. La création de nouvelles banques doit également devenir libre. Enfin, les autorités comptent encourager par divers moyens le développement du marché des capitaux et du crédit pour les ventes à tempérament. L'action qu'elles envisagent pour résoudre les divers grands problèmes évoqués en termes généraux dans la "Loi de base" se précisera lorsqu'elles publieront les décrets d'application correspondants.

29. En vue de l'élaboration du plan de développement économique à long terme, le gouvernement vient de nommer un "Commissaire au Plan" qui doit rendre compte de ses activités au Comité des ministres des Affaires Economiques. Le Conseil

* Il s'agit des banques de Crédit Industriel, des banques Hypothécaires et de Crédit Local, qui seront nationalisées, et des Etablissements de Crédit pour la reconstruction nationale, l'agriculture et la pêche.

de Direction de l'O.C.Y.P.E.* sera l'organe collectif de coordination à l'échelon des fonctionnaires entre les divers départements et organismes officiels. On prévoit la création, pour chaque branche d'activité économique, d'une commission composée de fonctionnaires, d'experts et de représentants de la branche intéressée, ainsi que de comités horizontaux pour le commerce, les finances, la main-d'œuvre, etc. L'élaboration du plan prendra nécessairement du temps, bien que ces travaux doivent être beaucoup facilités par le rapport et les recommandations que doit prochainement présenter la Mission de la Banque Mondiale qui s'est rendue en Espagne l'année dernière.

30. Indépendamment du plan général de développement, les ministères compétents ont déjà établi deux plans de quinze ans, concernant le réseau routier et la construction de logements, qui contiennent des programmes concrets d'investissement et de financement pour la période 1962-1965. Bien qu'ils aient déjà été approuvés officiellement en principe, il sera évidemment nécessaire de réexaminer les hypothèses sur lesquelles ils se fondent et de les harmoniser avec d'autres programmes par secteurs lors de l'élaboration du plan général. A condition qu'ils fassent dûment l'objet de ce nouvel examen, les plans ainsi établis à l'avance pourront être utiles, car ils fourniront une base de comparaison précise pour apprécier les résultats des travaux de planification d'autres services.

31. La décision, prise en février 1962, de demander l'ouverture de négociations avec la Communauté Economique Européenne (en vue de l'association et ultérieurement de l'intégration complète de l'Espagne dans la C.E.E.) marque une évolution très importante de la politique générale du gouvernement espagnol. Elle représente la reconnaissance officielle du fait que l'Espagne ne peut rester isolée du mouvement d'intégration économique de l'Europe alors que la Communauté absorbe approximativement 40% de ses exportations et l'ensemble des pays Membres de l'O.C.D.E. environ les deux-tiers. La perspective d'une étape aussi décisive dans le processus d'ouverture de l'économie espagnole vers l'extérieur a des implications considérables pour de nombreux aspects de la politique économique.

Statistiques économiques

32. L'établissement de statistiques exactes et convenablement tenues à jour est une condition préalable de l'élaboration d'une politique judicieuse; en ce domaine, quelques progrès ont été

* "Bureau de la Coordination et de la Programmation Economiques" constitué au sein du ministère de la "Présidence du Gouvernement".

accomplis dans la période considérée, celui qui mérite de retenir le plus d'attention étant l'établissement de nouveaux indices de production, d'emploi et de gains pour les diverses branches de l'industrie. Les statistiques économiques espagnoles restent cependant très insuffisantes dans de nombreux domaines. On peut citer à ce propos les comptes de la nation qui ne sont établis conformément au système international et standardisé que jusqu'à l'année 1958; l'indice général mensuel de la production industrielle qui est toujours basé sur les coefficients de pondération de 1929-31, les statistiques relatives aux constructions de logements achevés qui sont incomplètes, et le fait que l'on ne possède que de très rares données sur les investissements fixes et les stocks. Comme, selon toutes probabilités, les autorités devront à bref délai orienter l'économie vers la pleine utilisation de la capacité de production et, par conséquent trouver le moyen d'adapter leur politique aux circonstances avec plus de souplesse, elles auront un grand besoin de données quantitatives exactes fournies rapidement. De plus, il n'est guère possible d'établir des programmes à long terme quand les statistiques de base sont insuffisantes.

III. QUELQUES PROBLEMES ECONOMIQUES A LONG TERME

33. Avec le retour de l'activité économique à un niveau normal et des perspectives favorables à court terme de la balance des paiements, il est probable que les autorités espagnoles vont maintenant porter leur principal effort sur les problèmes à long terme de l'économie nationale. Le taux élevé et soutenu d'expansion économique qu'elles s'efforcent d'atteindre en principe, et l'intégration progressive de l'Espagne dans le marché européen qu'elles se sont données comme objectif officiel, exigeront certainement des transformations majeures de la structure et des institutions économiques du pays ainsi que des modifications importantes de la politique officielle. Le rapport que la Banque Internationale doit présenter prochainement devrait permettre de mieux dégager les problèmes très complexes qu'implique cette politique, et les nouveaux services de planification devraient fournir en temps utile des bases concrètes et précises pour l'établissement d'une politique cohérente de développement. Les paragraphes qui suivent ont simplement pour objet de rappeler certaines caractéristiques de l'économie espagnole et d'indiquer certains domaines dans lesquels des études plus approfondies et une intervention des autorités paraissent s'imposer en priorité.

*Rétrospective**

34. Les problèmes de structure de l'économie espagnole ont été aggravés par les destructions causées par la guerre civile et les conséquences économiques de la deuxième guerre mondiale et ses séquelles immédiates, de sorte que la production de nombreuses branches d'activité n'a retrouvé le niveau d'avant la guerre civile qu'après 1950. L'Espagne n'a pas bénéficié du Plan Marshall et n'a pas participé aux premiers stades de la coopération économique européenne dans le cadre de l'O.E.C.E. dont les réalisations ont compris l'institution de systèmes d'échanges et de paiements internationaux à caractère largement multilatéral et libéral. Cette situation a déterminé en grande partie l'orientation autarcique qu'elle a donnée à sa politique économique pendant la période 1950-1960.

35. La croissance économique a été assez rapide de 1950 à 1958 puisque l'accroissement annuel moyen du produit national brut a été de l'ordre de 5% en termes réels. Pendant la première moitié de cette période, le taux d'accroissement a été plus élevé et les prix sont restés relativement stables. En revanche, depuis 1954 et bien que l'aide américaine lui ait fourni des moyens extérieurs de financement supplémentaires, l'augmentation de plus en plus rapide des investissements publics et privés a provoqué une grave inflation et un déséquilibre de plus en plus prononcé de la balance des paiements qui ont abouti à l'épuisement virtuel des réserves de change au milieu de 1959. Les mesures de stabilisation qui furent alors adoptées ont mis fin au processus d'inflation et se sont traduites par un redressement spectaculaire de la balance des paiements; mais elles ont aussi déclenché un certain fléchissement de l'activité économique, qui a été suivi d'une période de reprise assez lente et progressive.

36. Ainsi, l'expansion relativement rapide des années 50 a fatalement eu pour rançon la hausse des prix et une période ultérieure de stagnation. Cette expansion présentait néanmoins des traits particuliers d'une importance plus grande pour l'avenir. En regard de quelques réalisations positives (par exemple un développement notable des industries de l'électricité, de la sidérurgie, des produits chimiques et de la métallurgie), on a enregistré divers résultats négatifs. La structure des coûts et des prix a été faussée par l'utilisation des faux de change multiples, le principe du bilatéralisme dans le commerce extérieur, le régime rigoureux des licences à l'importation, la répartition des matières premières, le contrôle poussé des prix, des investissements industriels et de l'emploi et les exemptions particulières en faveur de certaines entreprises (principalement des entreprises d'Etat). Cette situation

* On trouvera dans le rapport de l'Organisation "L'Espagne en 1958" un exposé de l'évolution économique générale et du processus d'inflation des années 1950. De même, les rapports sur l'Espagne publiés en 1960 et 1961 fournissent une analyse du programme de stabilisation de 1959 et des résultats obtenus.

est à l'origine des importants investissements qui n'ont pas toujours été opérés d'accord avec les critères économiques les plus adéquats et qui posent maintenant des problèmes difficiles. En deuxième lieu, la pression d'une demande intérieure excessive conjuguée avec des mesures qui décourageaient souvent les exportations a provoqué une stagnation relative des exportations, à une époque où celles de la majorité des pays Membres étaient en fort accroissement. Troisièmement, l'insuffisance des investissements consacrés à l'amélioration de l'agriculture, aux transports et à l'infrastructure, a encore aggravé certaines difficultés fondamentales pour l'économie, alors que les progrès dans la modernisation des institutions économiques étaient lents.

La situation actuelle

37. L'Espagne présente à l'heure actuelle bon nombre des caractéristiques essentielles du sous-développement. Elle a cependant nettement dépassé les premiers stades du processus de développement et bénéficie aussi de certains avantages particuliers qui pourraient faciliter l'exploitation rapide de son potentiel considérable de croissance à long terme. Le produit national brut moyen par habitant est l'un des plus bas d'Europe occidentale. L'agriculture où les rendements des principales cultures sont souvent très bas et où les investissements sont insuffisants, occupe approximativement 45% de la main-d'œuvre. Le régime foncier est désuet, car de vastes domaines côtoient de minuscules parcelles. Dans l'industrie, il existe dans quelques secteurs de très grandes entreprises (dont certaines dépendent des quelques grandes banques ou de la société de portefeuille I. N. I. qui appartient à l'Etat), mais aussi une multitude de petites entreprises qui utilisent un équipement périmé et des méthodes de production quasi-artisanales; quelques études par secteur industriel ont souligné l'absence surprenante d'entreprises moyennes. Certaines branches d'industries ne survivent d'ailleurs que grâce à la très forte protection dont elles jouissent. Les circuits de distribution sont désuets et il est urgent d'améliorer le réseau des transports. La composition des exportations n'a pas beaucoup changé dans ces dernières trente années puisque les produits alimentaires et les minéraux en représentent toujours à peu près les deux tiers en valeur. A certains égards, les institutions financières ne correspondent pas aux nécessités modernes et le mécanisme du crédit à moyen terme présente des lacunes considérables. C'est pour cette raison que l'épargne, qui atteint un taux relativement élevé et reflète la répartition des revenus, ne s'oriente pas facilement vers les investissements les plus productifs. Un obstacle ultérieur au développement des investissements est constitué par quelques règlements restrictifs et quelques méthodes de direction administrative de l'économie établis pendant la période inflationniste des années 50.

38. En revanche, il existe d'ores et déjà en Espagne une base industrielle importante, relativement concentrée géographiquement et diversifiée, et qui pourrait disposer immédiatement d'une main-d'œuvre déjà habituée aux emplois industriels et faire ensuite appel aux vastes réserves de main-d'œuvre rurale. Indépendamment de cet élément fondamental, l'économie espagnole bénéficie d'autres facteurs favorables à une croissance rapide, par exemple, la diversité des ressources naturelles, la proximité des grands marchés européens et les liens économiques importants établis avec eux, un tourisme prospère qui non seulement fournit des ressources précieuses à la balance des paiements mais constitue en outre une puissante force d'expansion économique dans de nombreuses provinces, un apport appréciable de fonds envoyés par les émigrants et les travailleurs à l'étranger, la possibilité d'attirer des capitaux étrangers considérables pour les investissements à condition de prendre des mesures appropriées. Enfin, la réalisation régulière d'excédents sur le budget ordinaire, la tendance à un taux d'épargne élevé et le rétablissement récent de la stabilité financière intérieure constituent des atouts précieux pour donner une impulsion nouvelle au développement économique.

La gamme des problèmes qui se posent

39. Certains des faits rappelés ci-dessus montrent bien la diversité et l'ampleur des ajustements de structure que l'économie espagnole devra effectuer avant d'entrer dans une phase de croissance rapide et soutenue. C'est ainsi que l'agriculture pose à elle seule plusieurs problèmes importants qui doivent être résolus simultanément : l'accélération substantielle et indispensable des investissements ne peut être séparée des mesures comprenant à la fois le remembrement des petites exploitations et le morcellement des grandes propriétés; de même, il est impossible d'accroître suffisamment les investissements en matériel agricole, en bétail, etc., sans développer le crédit agricole à moyen et à long terme, ce qui implique la refonte des institutions actuelles; les efforts visant à relever la productivité de l'agriculture doivent naturellement être complétés par des mesures tendant à améliorer la commercialisation et la distribution des denrées agricoles; enfin, la composition souhaitable de la production doit être fixée, dans ses grandes lignes, par des programmes à long terme qui tiendraient aussi compte de l'évolution probable dans les autres pays Membres. Il n'est cependant pas douteux que l'élaboration de ces programmes conclurait à l'établissement de structures très différentes de celles que préconisent la politique actuelle des prix et les contrôles de production en vigueur qui ont parfois toutes les caractéristiques d'une économie autarcique*.

* Par exemple, les agriculteurs de toutes les régions sont toujours tenus de consacrer une superficie déterminée aux céréales sans tenir compte des coûts ni des rendements comparatifs.

40. Dans quelques branches des industries manufacturières, le nombre des entreprises à très faible rendement est tel que la résistance des intérêts particuliers et les difficultés sociales qu'entraînera la réadaptation empêcheront probablement d'obtenir des progrès sensibles dans des domaines très étendus, sauf si de vastes programmes de rationalisation et de modernisation sont mis en œuvre sous les auspices de l'Etat. Les autorités devront aussi se préoccuper des effets défavorables du régime de monopole en vigueur dans différentes industries. Enfin, une politique de développement industriel devrait comporter l'adoption de règles économiquement justifiées pour le fonctionnement des entreprises d'Etat, ce qui supposerait probablement la nécessité de modifier la structure de la production et les plans d'investissements actuels.

41. Ces quelques exemples montrent clairement qu'il est indispensable d'adopter une politique nouvelle et d'opérer de vastes réformes de structure dans de nombreux domaines, ce qui pose, dans une certaine mesure, la question de l'ordre de priorité. Celle-ci ne pourra être résolue de façon décisive que lorsque l'élaboration du plan de développement sera suffisamment avancée. En conséquence, c'est l'accélération des travaux relatifs au plan qui, à certains égards, bénéficie de la priorité absolue; celle-ci pourrait en outre permettre d'harmoniser sans tarder les politiques actuellement suivies par les divers départements et services officiels. Il est cependant certains problèmes économiques qui devraient, semble-t-il, retenir particulièrement l'attention à un premier stade des travaux; ce sont ceux qui ont trait au commerce et aux paiements extérieurs de l'Espagne.

Les échanges et les paiements extérieurs

42. Les événements des dernières années ont montré de façon concluante que l'Espagne ne peut concilier un taux de croissance satisfaisant et l'isolement économique, alors que des pays qui disposent eux-mêmes de marchés intérieurs bien plus vastes et de ressources plus variées tirent de grands avantages d'une large expansion de leur commerce extérieur. C'est en se fondant sur ces considérations que le Gouvernement espagnol a donné une nouvelle orientation à sa politique économique. Comme elle a beaucoup plus tardé à s'orienter vers une "économie ouverte" que la plupart des autres pays Membres, l'Espagne doit maintenant accélérer ce mouvement de façon à éviter de perdre encore du terrain par rapport à ces pays sur le marché européen et le marché mondial. Elle devra donc étudier les problèmes difficiles d'adaptation qui se poseront fatalement et envisager leur solution aussitôt que possible.

43. Par ailleurs, la politique à suivre en matière de commerce extérieur est au cœur même du problème du développement général. Une croissance rapide exigera naturellement une augmentation notable des importations qui, dans de nombreux

cas, feront concurrence aux produits des industries locales. A l'heure actuelle, des droits de douane élevés et des restrictions à l'importation protègent individuellement chacune de ces industries. Ils augmentent toutefois sensiblement le niveau moyen des prix de revient industriels, ils favorisent la survie d'entreprises non rentables et entravent gravement le développement des exportations espagnoles tant parce qu'ils en augmentent les coûts que parce qu'ils détournent vers le marché intérieur protégé les produits manufacturés qui auraient pu être exportés. Toutes ces conséquences défavorables s'accroîtront à mesure que la demande intérieure reprendra et, si des mesures propres à y remédier ne sont pas prises en temps utile, on pourra craindre une hausse importante des coûts et des prix intérieurs ainsi qu'un déséquilibre de la balance commerciale. L'un des premiers objectifs de la planification économique générale devrait donc être l'élaboration d'une politique rationnelle de protection. Il faudra certes maintenir un certain degré de protection pendant quelque temps, mais la nouvelle politique devrait, par son caractère sélectif, se différencier du protectionnisme sans nuance des années 50, et se fonder sur l'intérêt économique général. Les préoccupations que suscitent à bon droit les négociations internationales en cours ou à venir ne devraient pas retarder la mise au point d'une politique de protection atténuée et sélective qui serait aussi conforme à l'intérêt économique même de l'Espagne.

44. L'excédent de la balance des opérations invisibles et les capitaux étrangers qui seront probablement investis à long terme en Espagne ne sauraient suffire à financer à longue échéance l'augmentation des importations qui accompagnera une croissance économique rapide, de sorte qu'il sera nécessaire de développer les exportations. Or, c'est précisément dans ce domaine que les progrès sont depuis longtemps les plus lents. En 1960, après l'amélioration spectaculaire provoquée par les mesures de stabilisation, la valeur totale des exportations a atteint 725 millions de dollars; mais leur volume n'était pas probablement très différent de celui de la fin des années 20*. Le fait que les exportations soient restées en 1961 à peu près au même niveau qu'en 1960, en raison non pas de variations importantes des débouchés étrangers, mais simplement du retour de la demande intérieure à un niveau normal, suffit à faire ressortir les difficultés auxquelles se heurte le développement des exportations et l'urgence de prendre des mesures pour favoriser ce développement. D'autre part, la composition des exportations porte encore la marque de l'isolement prolongé de l'économie espagnole et de la politique suivie dans la dernière décennie : les denrées alimentaires et les minéraux représentent toujours une partie trop importante des exportations totales. L'Espagne continue donc de souffrir de la tendance mondiale des termes de l'échange à évoluer de

* Il y a un certain doute sur la signification des statistiques du commerce extérieur pour la période précédant la seconde guerre mondiale; des comparaisons exactes ne peuvent donc pas être établies.

façon défavorable pour les produits de base. Point encore plus important, l'industrie espagnole ne bénéficie toujours pas, à quelques rares exceptions près, de l'impulsion et des possibilités d'expansion que lui donnerait un accès à des marchés étrangers plus vastes sur lesquels la concurrence joue davantage.

45. Il n'est pas douteux que les efforts entrepris en faveur du développement économique n'aboutissent guère si des mesures énergiques ne sont pas prises pour promouvoir et diversifier les exportations. Ce ne sont probablement pas les difficultés qui ont trait aux industries effectivement ou potentiellement exportatrices qui constituent le principal obstacle, mais plutôt la faiblesse de la productivité moyenne de l'ensemble de l'économie espagnole. Du point de vue pratique, toutefois, ce serait une grande erreur que d'attendre l'établissement de plans généraux concernant tous les grands problèmes économiques pour prendre des mesures concrètes et énergiques en vue d'encourager les exportations. Au contraire, le succès ou l'échec de ces mesures, et l'enseignement à tirer de l'accueil fait aux produits agricoles et industriels espagnols sur les marchés étrangers permettront de dégager les méthodes à suivre pour faire face aux problèmes généraux plus épineux qui se posent à l'économie nationale. Ce raisonnement une fois admis, il s'ensuit logiquement qu'une des tâches immédiates qui s'imposeront aux autorités espagnoles consistera à entreprendre une étude des marchés et une analyse économique approfondie des tendances passées et des perspectives d'avenir des principaux secteurs d'exportation. Ces études devraient porter tant sur les produits d'exportation traditionnels que sur les nouveaux groupes de produits qui, au premier abord, paraissent aptes à soutenir la concurrence à l'étranger. Une évaluation, dans des cas précis, des possibilités d'expansion et des obstacles et difficultés qui se présentent actuellement, fournira aux autorités une base indispensable pour prendre les mesures qui s'imposent d'urgence.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

46. Après la stagnation économique de 1960 et la reprise graduelle de l'année dernière, la production et la demande intérieure ont, dans les derniers mois, progressé à un rythme plus rapide et les prix sont restés relativement stables. La balance des paiements est toujours excédentaire, bien que les importations aient beaucoup augmenté en 1961 et que les exportations aient marqué un palier depuis le printemps de 1961. Les réserves de change sont très appréciables et continuent de s'accroître. Ainsi, grâce à la nouvelle politique appliquée lors de la mise en œuvre du Programme de Stabilisation en 1959, l'Espagne entre maintenant dans une phase d'expansion économique en bénéficiant d'une situation financière intérieure et extérieure satisfaisante dans l'ensemble - comme elle n'en avait pas connu depuis de longues années.

47. L'essor de la demande intérieure devrait se poursuivre à un rythme rapide en 1962. Le nouveau budget prévoit un accroissement des dépenses bien supérieur à celui des recettes, ce qui fera pratiquement disparaître l'excédent du budget ordinaire et déterminera une forte augmentation du déficit global du secteur public. Il est également probable que les dépenses des consommateurs augmenteront et que la demande d'investissements privés poursuivra l'accroissement qui a récemment succédé à une longue période de stagnation relative. Une part importante de la demande intérieure accrue sera presque certainement satisfaite par une nouvelle progression des importations. Cependant - à supposer même que les exportations n'augmentent pas du tout - celle-ci ne devrait entraîner tout au plus qu'un déficit de proportions modestes de la balance des paiements courants en 1962, en raison de l'important excédent structurel de la balance des opérations invisibles et des transferts privés. Comme les entrées de capitaux étrangers continueront probablement d'affluer, les réserves de change devraient encore s'accroître, mais à un rythme moins rapide qu'au cours des deux dernières années.

48. Quant à l'offre intérieure, rien ne fait prévoir l'apparition de goulots d'étranglement graves à bref délai. De plus, bien que le capital fixe de l'industrie n'ait pas pu augmenter beaucoup depuis 1958 en raison de la faiblesse des investissements, tout porte à croire qu'en cette même année 1958 la production effective de l'industrie a été bien inférieure à sa capacité. Cela tenait à la pénurie de matières premières (liée aux restrictions rigoureuses à l'importation et à l'accumulation spéculative de stocks) et, de façon plus générale, au manque de souplesse et aux distorsions qui découlaient de l'inflation et de la politique économique suivie pendant cette période. La simple disparition de ces facteurs s'est déjà traduite par un relèvement appréciable de la productivité industrielle et de nombreuses branches d'activité disposent encore d'une marge de capacité de production inutilisée.

49. La décision prise par les autorités de poursuivre la politique d'expansion pendant l'année en cours paraît donc bien fondée, d'autant plus que l'autre solution qui s'offre, à savoir accepter que les réserves de change s'accroissent encore dans de fortes proportions, serait indéfendable, eu égard à la faiblesse du revenu moyen par habitant et à la nécessité de développer l'économie espagnole. Il est néanmoins indispensable que le Gouvernement dispose d'un arsenal complet d'armes efficaces pour contenir rapidement tout excès éventuel de la demande de façon à maintenir l'activité économique à un niveau élevé sans compromettre la stabilité financière intérieure.

50. En conséquence, les principes énoncés dans la loi sur la réforme bancaire concernant la politique monétaire et du crédit devraient être traduits le plus tôt possible en un règlement d'application concret et mis en pratique. Pour que le contrôle de la liquidité des banques soit efficace, il ne suffit pas de s'en

préoccuper dans les périodes de crise; c'est une réforme qui peut nécessiter de fréquents ajustements et une certaine souplesse d'application, notamment une politique réaliste en matière de taux d'intérêts. Quant à l'utilisation des finances publiques pour lutter contre les fluctuations cycliques, les événements des deux dernières années montrent la nécessité d'en améliorer les modalités. La concentration excessive des dépenses sur une courte période de l'année, les délais trop longs entre le vote et l'utilisation effective des crédits et le décalage entre le rendement des impôts (à l'exception des droits de douane) et les fluctuations de l'activité économique ont beaucoup affaibli l'efficacité des finances publiques en tant qu'instrument d'expansion pendant la présente période de faiblesse de la demande; l'inverse pourrait fort bien se produire à l'avenir lorsque la demande du secteur privé aura atteint un niveau élevé. Cette situation exige donc que l'on envisage l'application d'une réforme administrative et fiscale. On pourrait notamment étudier l'opportunité de créer une dette publique à court terme, qui servirait à étaler les opérations de caisse du Trésor, mais pourrait également constituer un instrument utile de politique monétaire. D'autre part, pour faciliter l'adaptation rapide et de la politique économique en fonction des fluctuations cycliques, il est indispensable d'améliorer la qualité des statistiques économiques et d'accélérer leur établissement.

51. Les autorités espagnoles doivent se préoccuper non seulement du problème de l'équilibre général de l'offre et de la demande mais aussi des pressions que les distorsions et le manque de souplesse de l'économie et des institutions pourraient faire subir aux coûts et aux prix avant que la capacité de production ne soit entièrement utilisée. Les pouvoirs publics disposent à cet égard de certaines possibilités d'action qui auraient rapidement un effet très favorable sur le niveau des coûts et des prix tout en ayant aussi des conséquences bénéfiques à long terme. En premier lieu, on pourrait supprimer à bref délai une grande partie des restrictions quantitatives qui frappent encore les importations du secteur privé. En second lieu, il serait possible de réduire ou d'abolir assez rapidement certains droits manifestement excessifs ou indésirables. Cependant, dans ce domaine, le besoin le plus fondamental est l'élaboration d'une politique douanière conçue comme un instrument de la politique de développement du Gouvernement. Un certain degré de protection sera probablement nécessaire pour quelques industries dont il faut encourager le développement. Mais il ne serait pas logique de maintenir en même temps des droits douaniers sur les matières premières de ces industries. Dans un sens plus large, l'objectif fondamental de l'industrialisation implique en règle générale un tarif nul ou très bas sur les matières premières, les produits semi-finis et la plupart des biens d'équipement.

52. Une autre possibilité d'action rapide de la part du Gouvernement en ce sens concerne les nombreux contrôles déployés

sur la production et l'emploi qui pourraient être considérablement réduits. En particulier, l'obligation d'une autorisation préalable pour les nouveaux investissements (et même pour le remplacement des installations) pourrait être abolie en majeure partie; au moins la limite très basse actuelle de 2 millions de pesetas pourrait être relevée substantiellement. En plus, les récentes libérations des investissements étrangers pourraient être complétées par des mesures pour attirer les investissements directs étrangers vers certaines industries par exemple vers les industries d'exportation. L'adoption de ce genre de mesures suggérées dans ce paragraphe et dans le paragraphe précédent ne soulèverait pas de difficultés économiques majeures et aiderait considérablement à maintenir la stabilité des prix pendant la période d'expansion. Elle présenterait à plus longue échéance l'avantage de stimuler la concurrence, d'encourager les investissements et d'accroître la mobilité et l'efficacité des facteurs de production. Enfin, elle permettrait à l'Espagne de tirer pleinement parti de la coexistence des réserves considérables de main-d'œuvre et d'une industrie déjà bien établie qui a, cependant, encore d'assez larges possibilités pour accroître sa productivité.

53. Indépendamment de la nécessité d'assurer un niveau élevé de production et d'emploi tout en sauvegardant la stabilité financière interne, la situation actuelle pose certaines questions fondamentales de politique économique à long terme. Les conditions économiques du point de vue intérieur comme extérieur sont particulièrement favorables pour entreprendre une politique de développement économique rapide en Espagne. Toutefois, en raison des défauts de structure de l'économie du pays et des conséquences du développement déséquilibré, les autorités devront faire preuve d'énergie pour mener à bien une vaste réforme des structures et des institutions économiques. Le Gouvernement se prépare déjà à intervenir dans certains domaines, par exemple celui du crédit à moyen et à long terme; d'autres exemples des réformes nécessaires ont été indiqués en termes généraux dans le présent rapport. La tâche de formuler une politique à long terme cohérente et coordonnée sera grandement facilitée lorsque les services de planification récemment organisés auront suffisamment avancé l'élaboration du plan de développement et lorsque l'on connaîtra les recommandations que la Banque Internationale doit présenter prochainement. Il faut espérer que les travaux de planification à long terme se poursuivront de façon satisfaisante à un rythme rapide.

54. Cependant, quelque temps s'écoulera encore inévitablement avant que le Plan de Développement soit préparé et mis en application. Toutefois, il est nécessaire d'augmenter le taux des investissements productifs et de diriger ces derniers dans le sens le plus souhaitable. Les autorités devraient donc considérer la possibilité d'adopter des plans intérimaires d'investissements. Ceux-ci devraient supposer certaines décisions sur les priorités des investissements publics, mais ils

pourraient aussi être accompagnés de mesures de politique économique pour encourager le développement des investissements privés dans l'industrie et notamment la modernisation des installations.

55. L'un des problèmes capitaux pour la politique économique générale consiste à déterminer le degré souhaitable d'intégration de l'économie espagnole dans les grands marchés occidentaux. Les événements ont prouvé de façon concluante que, dans le cas de l'Espagne, une croissance rapide et soutenue est incompatible avec une politique d'autarcie. C'est pour cette raison que le Gouvernement a donné une orientation nouvelle à sa politique depuis l'adoption du Programme de Stabilisation et la récente décision d'engager des négociations avec la Communauté Economique Européenne confirme la tendance à ouvrir l'économie vers l'extérieur. Ce processus d'intégration exigera beaucoup de compréhension et de coopération de la part des pays industrialisés, mais l'Espagne devra également le préparer par des mesures adéquates. Il faudra, d'une part, adopter sans délai une politique tarifaire rationnelle, ce qui supposera que les industries du pays ne bénéficieront que d'une protection raisonnable et sélective; d'autre part, l'étude détaillée des possibilités d'exportation et l'adoption de mesures visant à accroître et diversifier les exportations de l'Espagne ont incontestablement la priorité absolue à cet égard.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau 1. PRODUCTION AGRICOLE

	UNITE OU BASE	1931-35	1951-55	1956	1957	1958	1959	1960	1961
1. Indice de la production agricole globale nette ¹⁾	1953-57=100	-	99,6 ²⁾	98,5	103,9	108,3	110,1	116,8	118,0
2. Indice de la production agricole végétale.....	1931-35=100	100,0	107,2	109,4	113,2	113,0	124,3	117,0	119,5
3. Indice de la production animale	1953-57=100	-	98,4 ²⁾	100,4	104,2	106,7	106,7	111,1	121,9
4. Blé.....	milliers de tonnes	3 582	4 031	4 196	4 900	4 540	4 635	3 520	3 250
5. Riz.....	"	269	358	384	388	380	386	361	335
6. Mafis.....	"	666	665	714	771	916	959	1 012	1 060
7. Pommes de terre.....	"	3 890	4 019	4 307	3 954	4 292	4 588	4 620	4 805
8. Tomates.....	"	700	816	818	870	962	1 105	1 148	1 200
9. Vin.....	milliers d'hectolitres	18 820	18 360	21 140	17 400	19 800	17 280	21 260	22 000
10. Betteraves.....	milliers de tonnes	2 150	2 615	2 743	2 285	3 207	3 919	3 572	3 700
11. Coton.....	"	4	63	148	106	121	190	220	320
12. Huile d'olive.....	"		362	396	311	314	440	464	340
13. Oranges.....	"	1 044	1 178	488	1 183	1 078	1 442	1 399	1 477
14. Viande.....	"	283 ³⁾	400	455	468	484	516	572	582
15. Lait.....	milliers d'hectolitres	..	3 012	3 225	3 362	3 189	3 071	3 185	3 500
16. Poisson ⁴⁾	milliers de tonnes	355 ⁵⁾	584	668	694	720	751	850	724

1) Production destinée à la consommation humaine.

2) 1953-1955.

3) En 1939.

4) Pêche débarquée.

5) 1931-1934.

SOURCE : "Anuario de Estadística" et informations fournies par les autorités espagnoles.

Tableau 2. PRODUCTION MINIERE ET MANUFACTURIERE

	UNITES	1928	1931-35	1941-45	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 ¹⁾
1. Houille	millions de tonnes	6,7	6,6	8,4	10,3	10,4	10,4	10,6	11,1	11,3	10,9	11,3	11,2
2. Anthracite .....	"	..	..	1,4	1,9	2,0	2,0	2,3	2,8	3,1	2,6	2,5	2,6
3. Minerai de fer	"	2,7 ²⁾	1,1 ²⁾	2,1	3,0	3,1	3,7	4,4	5,4	5,0	4,8	4,9	6,1
4. Pyrite	"	3,6	2,2	0,4	1,8	1,9	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,2
5. Energie électrique	milliards kWh	2,4	2,9	4,4	10,1	10,5	11,9	13,7	14,5	16,4	17,4	18,6	20,8
6. Fonte et ferro-alliages ..	milliers de tonnes	563	367	550	828	900	996	948	996	1344	1704	1949	(2200)
7. Acier	tonnes	777	585	606	897	1100	1213	1243	1346	1651	1823	1911	2330
8. Cuivre	"	28	17	18	17	18	21	26	28	30	35	38	34
9. Plomb	"	131	89	8	49	56	61	59	63	70	68	71	82
10. Aluminium	"	1	1	1	4	5	10	14	15	16	21	30	33
11. Acide sulfurique ³⁾	"	179	158	149	760	935	900	991	980	1072	1161	1117	1023
12. Ciment	"	1543	1456	1771	2773	3323	3752	3999	4483	4817	5220	5224	6108
13. Filés de coton .....	"	..	..	62	72	72	75	80	84	76	72	80	88
14. Tissus de coton .....	"	..	..	47	52	46	46	47	49	54	56	58	..
15. Filés de laine .....	"	..	..	15	14	12	13	14	14	14	12	12	16
16. Tissus de laine .....	"	..	..	..	..	..	..	6,1	5,9	6,5	5,3	5,0	..
17. Fibres de rayonne	"	0,5	2	6	12	12	14	15	16	16	14	15	17
18. Bicyclettes	milliers	..	..	100	117	146	167	175	188	186	161	162	184
19. Motocyclettes	d'unités	-	-	..	34	46	69	96	128	153	108	84	100
20. Automobiles	"	-	-	-	1	6	16	22	30	33	38	39	51
21. Tracteurs	"	-	-	-	-	-	0,9	0,8	1,5	1,4	3,1	9,1	12
22. Navires marchands ⁴⁾	milliers de tonnes	12	20	17	46	50	73	94	109	145	112	158	140

1) Chiffres provisoires.

2) Teneur en métal.

3) Non compris la production des usines de superphosphate.

4) Tonnage lancé.

SOURCE : Statistiques industrielles, statistiques générales de l'O.C.D.E. et informations fournies par les autorités espagnoles.

Tableau 3. EVOLUTION DES PRIX

	BASE	1959	1960	1961	1960				1961			
					1er	2e	3e	4e	1er	2e	3e	4e
					TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.
PRIX DE GROS :												
1. Indice général.....	1955 = 100	142,3	145,2	149,0	143,3	144,3	146,6	146,8	148,9	149,1	148,1	150,7
2. Produits agricoles	"	144,2	146,9	154,6	142,1	144,9	149,6	149,6	155,5	156,3	150,9	155,7
3. Produits industriels	"	139,8	141,8	143,6	142,4	141,1	142,1	143,0	143,6	144,2	144,4	144,3
COUT DE LA VIE :												
4. Indice général	1958 = 100		(108,6)	111,4					111,5	110,8	110,4	112,2
5. Alimentation.....	"			110,2					111,0	109,5	108,8	111,4
6. Pabillement.....	"			109,0					108,7	108,7	109,0	110,0
7. Logement.....	"			104,6					103,8	103,8	103,9	107,1

43

SOURCE : Institut National de Statistique.

Tableau 4. MONNAIE ET CREDIT

Milliards de pesetas

	1968		1969		1960		1961			
	1er SEM.	2e SEM.	1er SEM.	2e SEM.	1er SEM.	2e SEM.	1er TRIM.	2e TRIM.	3e TRIM.	4e TRIM.
I. MONNAIE (fin de période)										
1. Circulation fiduciaire	61,8	68,0	66,6	70,9	69,8	76,0	75,1	76,0	81,7	84,8
2. Dépôts à vue.....	107,6	121,7	118,9	128,0	115,3	127,7	122,1	125,4	132,4	147,7
3. Disponibilités monétaires (1 + 2)	169,4	189,7	185,5	198,9	185,1	203,7	197,2	201,4	214,1	232,5
4. Dépôts à terme auprès des banques commerciales	67,4	69,8	72,0	75,3	97,9	111,3	117,9	122,5	127,1	134,9
5. Dépôts à terme auprès des caisses d'épargne	54,4	59,8	61,6	66,1	72,4	80,4	83,7	86,3	91,4	..
6. Dépôts obligatoires effectués par les importateurs	-	-	-	2,3	0,7	0,1	-	-	-	-
II. CREDIT (fin de période sauf indication contraire)										
1. Avances de la Banque d'Espagne au secteur public :										
a) Trésor et institutions autonomes	9,7	15,1	13,8	17,6	13,9	17,3	15,2	7,0	5,8	13,1
b) Institutions internationales	0,7	0,7	0,7	9,4	0,4	2,8	2,8	3,7	3,7	3,8
2. Avances de la Banque d'Espagne au S.N.T. et réescompte du S.N.T. (Service national du Blé)	6,3	10,6	6,8	9,7	5,9	5,0	3,4	2,9	5,7	5,7
3. Emissions de titres publics (moyenne mensuelle - accroissement net dans la période indiquée)	0,6	0,8	0,8	0,6	0,9	0,9	1,2	0,7	0,6	1,7
4. Avances du système bancaire (Banque d'Espagne et banques commerciales) au secteur privé	137,5	152,6	156,6	157,8	161,3	179,4	186,9	180,9	204,2	220,6
5. Réescompte des banques commerciales auprès de la Banque d'Espagne	4,6	5,7	5,3	4,5	2,8	3,6	2,9	3,1	2,8	3,4
6. Portefeuille des banques commerciales :										
a) Titres publics	57,7	59,4	61,3	60,6	60,9	61,0	61,3	61,3	61,3	61,1
b) Titres privés	16,3	17,4	18,3	19,6	20,3	20,7	21,0	21,3	21,7	21,7
7. Titres de la dette publique mis en pension par les banques commerciales auprès de la Banque d'Espagne	43,0	47,3	48,3	45,9	39,5	37,8	37,3	38,0	41,6	42,9
dont :										
Crédits effectivement utilisés	26,9	29,1	31,7	24,9	17,4	13,5	15,9	19,6	19,2	15,8
8. Emissions de titres privés (moyenne mensuelle - accroissement net dans la période indiquée)	1,7	1,4	1,9	1,3	1,6	1,5	1,4	2,1	1,0	2,0
9. Taux de liquidité des banques commerciales (en pourcentage)	8,1	9,1	7,5	10,8	10,7	11,0	9,3	7,8	8,9	10,9
10. Taux de réescompte (en pourcentage)	4,0	4,0	4,0	5,0	4,6	4,6	4,6	4,0	4,0	4,0
11. Cours des actions (1953 = 100)	129,0	133,4	113,3	98,2	104,5	107,6	117,3	124,6	138,4	139,2

SOURCE : Bulletin Statistique de la Banque d'Espagne.

Tableau 5. AVOIRS OFFICIELS EN OR ET EN DEVISES

Millions de dollars des Etats-Unis - fin de période

	1958	1959		1960		1961		1962
		1er SEM.	2e SEM.	1er SEM.	2e SEM.	1er SEM.	2e SEM.	JANVIER
1. Or et devises convertibles	65	63	199	405	541	661	863	940
2. Comptes bilatéraux y compris billets de banque non convertibles.....	- 31	- 31	18	37	49	31	6	16
3. Fonds Monétaire International	-	-	- 50	- 50	- 50	-	-	-
4. Fonds Européen.....	-	-	- 24	- 24	- 24	-	-	-
5. Banques américaines	- 12	- 12	-	-	-	-	-	-
6. Dette bilatérale consolidée	-	-	- 21	- 12	- 10	- 5	- 3	- 1
7. Autres crédits à court terme	- 20	- 24	- 14	- 8	- 6			
8. Réserves officielles nettes	2	- 4	108	348	500	687	866	955

45

SOURCE : Informations fournies par les autorités espagnoles.

O.E.C.D. SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN I.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevattersstraat 57, ANTWERPEN.
Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA
Prepayment of all orders required
Les commandes sont payables d'avance.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, HAVANA.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KØBENHAVN.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Presses Universitaires de France,
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag,
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN : Ewert & Meurer.
MÜNCHEN : Hueber. HAMBURG : Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

INDIA - INDE

International Book House Ltd.
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY I.
Oxford Book and Stationery Co.,
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAËL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Gino Capponi 26, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA, Corso Cavour
93, BARI.

P.E.M., Corso di Porta Romana 87/B, MILANO.
Sous-Dépositaires : GENOVA : Libreria Di
Stefano. MILANO : Libreria Hapli. NAPOLI :
Libreria L. Cappelli. PADUA : Libreria Zannoni.
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato.
ROMA : Libreria Hapli; Libreria Tombolini.
TORINO : Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.
6 Tori Nichome Nihonbashi, TOKYO

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck, 33, Grand'Rue,
LUXEMBOURG.

MOROCCO - MAROC

B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent : Meulenhoff & Co., N.V. Im-
porteurs, Beulingstraat 2, AMSTERDAM.
Principal Retailer : W.P. Van Stockum & Zoon
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Gransen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 9-A Shah Alam Market
LAHORE.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bosch, Ronda Universidad II,
BARCELONA.

SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL.

UNITED KINGDOM and CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

O.E.C.D. Regional Office, Suite 1223, 1346
Connecticut Ave, N.W. WASHINGTON 6, D.C.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23,
P.O.B. 36, BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

ETUDES ECONOMIQUES DE L'O.C.D.E.

Comme l'a fait l'O.E.C.E. depuis 1954, l'O.C.D.E. publiera des études économiques annuelles pour chaque pays Membre et la Yougoslavie.

Ces études seront publiées dans l'ordre suivant entre novembre 1961 et août 1962 :

Etats-Unis
Canada
Suisse
Islande
Allemagne
Royaume-Uni
Grèce
Danemark
Irlande
Autriche
Italie
Suède
Espagne
Bénélux
Yougoslavie
Portugal
Norvège
Turquie
France

Les dernières études ainsi publiées pour ces pays, à l'exception de la Grèce, de l'Islande et de la Yougoslavie ont paru entre octobre 1960 et septembre 1961.